

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblea federale

Assamblea federala



CRaha 08-13 Demande de Monsieur Claude Schropff

Rapport de la Commission de réhabilitation du 2 mars 2009

1. La Commission de réhabilitation de l'Assemblée fédérale constate que la détention préventive de plus de deux mois, purgée pour avoir aidé des victimes des persécutions à fuir, sans jugement pénal, et ceci bien que la proposition du juge d'instruction ait été une peine de dix jours, est équivalente à un jugement implicite. Elle constate ensuite que Claude Schropff a été réhabilité en date du 1^{er} janvier 2004 au sens de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir.
2. Cette constatation sera publiée de manière appropriée.
3. Il est statué sans frais.

Pour la commission :
Le président

André Daguet



Considérations:

1. Le 5 juillet 1944, Claude Schropff, né le 1^{er} octobre 1924, ressortissant français, alors domicilié à Marseille (France), accompagné d'un camarade également ressortissant français et membre comme lui de l'organisation "CIMADE" (comité inter-mouvement auprès des évacués), a facilité le passage de la frontière suisse à une femme évadée du camp de concentration Meyze. Par le passé, il avait escorté jusqu'à la frontière une vingtaine de personne et les a dès lors aidées dans leur fuite.

Le 19 juin 1944, le juge d'instruction militaire a proposé dans son rapport final à l'arrondissement territorial de Genève de condamner Claude Schropff à une peine disciplinaire de dix jours. Pour différentes raisons que l'on ne peut pas totalement expliquer, le traitement du dossier par les diverses autorités impliquées a pris du retard ; bien qu'il n'y ait pas eu de jugement, Claude Schropff et son camarade sont restés emprisonnés plus de deux mois et ont finalement été expulsés sans autre forme de procès.

En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir (ci-après la loi ; RS 371), la Fondation Paul Grüniger dépose aujourd'hui une demande visant à faire constater que la peine purgée sans condamnation par Claude Schropff a été annulée.

2. La loi a pour effet d'annuler tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir et de les réhabiliter de plein droit (art. 1 à 4). Elle dispose en outre que la Commission des grâces de l'Assemblée fédérale, agissant en tant que commission de réhabilitation, constate, sur requête ou d'office, si un jugement pénal déterminé est visé par l'annulation générale et abstraite de tous les jugements rendus pour aide aux fugitifs (art. 6, al. 1; Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 29 octobre 2002, FF 2002 7239, ch. 3).

Il n'appartient en revanche pas à l'autorité de céans de réhabiliter une nouvelle fois les personnes ayant prêté assistance aux fugitifs.

3. L'annulation de tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes ayant aidé des fugitifs a été décidée parce que, dans l'optique actuelle, ces condamnations sont ressenties comme une violation grave du sentiment de justice. Il convient donc de prendre en compte le développement et les changements de conception intervenus depuis lors, en particulier l'évolution en matière de droits de l'homme.

Selon l'art. 4 de la loi, sont réhabilitées toutes les personnes condamnées pour aide à la fuite au profit des réfugiés persécutés par le régime nazi. Il s'agit d'une réhabilitation morale qui doit être distinguée de la réhabilitation au sens des art. 77 ss du code pénal du 21 décembre 1937 (annulation des peines accessoires; CP; RS 311.0). Contrairement aux réhabilitations antérieures, celles-ci ne résultent désormais plus exclusivement d'une déclaration du Conseil fédéral, mais de la loi elle-même.



4. L'annulation des jugements pénaux a un effet rétroactif (ex tunc) en tant que ces jugements ne pourraient être rendus conformément au droit du point de vue actuel. L'annulation n'intervient toutefois pas de manière rétroactive (ex nunc) dans la mesure où il ne serait pas possible de revenir, de par leur nature, sur certaines conséquences juridiques de ces jugements.

C'est en ce sens que l'art. 13 de la loi précise que la décision en constatation portant sur l'annulation des jugements pénaux n'ouvre aucun droit à des dommages-intérêts ni à une indemnité pour tort moral.

5. La demande a été déposée dans les délais (art. 8). En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi, la Fondation Paul Grüniger a qualité pour déposer une telle demande ; il ne résulte pas du dossier que cette dernière a été présentée contre la volonté de Claude Schropff respectivement de ses proches (art. 7, al. 3).

6. Claude Schropff a purgé une peine d'emprisonnement de plus de deux mois, sans que la proposition du juge d'instruction compétent de le condamner à une peine disciplinaire de dix jours ne soit légalement jugée par un tribunal territorial. La Commission de réhabilitation considère cette peine d'emprisonnement comme équivalente à un jugement et établit qu'elle a été ainsi annulée par la loi.

7. Le dispositif de la décision est publié de manière appropriée ; la publication est subordonnée au consentement du requérant (art. 11, al. 2).

La Commission de réhabilitation communique ses décisions en constatation sur sa page Internet et par des communiqués de presse. S'il existe des indices que la personne concernée ou ses proches ne seraient pas d'accord avec une publication complète de la décision, cette dernière se contente d'indiquer qu'elle a pris une décision et de mentionner de manière anonyme les circonstances fondant la réhabilitation.

Rien ne portant à admettre, en l'espèce, que Claude Schropff ou des proches pourraient s'opposer à une publication de la présente décision en constatation, celle-ci est intégralement publiée.

La procédure devant la Commission de réhabilitation est gratuite (art. 12).

Les décisions de la Commission de réhabilitation sont sans appel (art. 11, al. 3).